



**OBSERVATOIRE**  
politique et  
géostratégique  
des États-Unis

*Revue d'analyses*

# ÉTATS-UNIS : UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DANS UN PAYS FRACTURÉ

**Damien Tschantré** / Journaliste

Décembre 2023



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Damien Tschantré / Journaliste**

Damien Tschantré réalise pour l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis, ainsi que l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique, des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice. Il est diplômé d'un Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers en 2023. Il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

**The Academy of Political Science** fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

---

[iris-france.org](https://iris-france.org)



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut\_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Dans moins d'un an, le mardi 5 novembre 2024, aura lieu l'élection présidentielle aux États-Unis. Elle sera précédée du vote des primaires, à partir du mois de janvier jusqu'au mois de juin, à travers tous les États du pays. Les primaires ont pour objectif de départager qui représentera à l'élection présidentielle les deux principales formations politiques étasuniennes, le parti républicain et le parti démocrate.

La présidentielle n'est pas la seule élection du 5 novembre 2024. Les électeurs seront, entre autres, appelés à voter pour une partie de leurs gouverneurs ainsi que de leurs parlementaires à la Chambre des représentants et au Sénat. Mais, cette longue campagne électorale qui s'ouvre démarre dans un pays qui semble davantage fracturé socialement et politiquement qu'en 2020.

Pour la presse américaine, les deux candidats à la présidentielle qui devraient sortir largement gagnant des primaires sont le président démocrate actuel, Joe Biden, largement soutenu par son parti, et l'ancien président républicain Donald Trump, que les sondages donnent très largement en tête de ses différents concurrents républicains. De nombreux observateurs politiques pensent qu'il aurait déjà « écrasé le match » de la primaire républicaine. Néanmoins, il serait prématuré à ce stade de dire qui représentera les deux principaux partis du pays à l'élection présidentielle. **Le directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Romuald Sciora**, estime que l'on ne peut pas l'affirmer à un an de l'élection, avant même le début des primaires<sup>1</sup>. L'âge avancé de Joe Biden lui permettra-t-il vraiment de se représenter le 5 novembre prochain ? Les ennuis judiciaires de Donald Trump finiront-ils par le mettre en difficulté dans cette primaire ? D'autres imprévus sont par définition à ne pas écarter.

À défaut de pouvoir affirmer à ce stade qui seront les candidats à l'élection présidentielle, il convient d'analyser ce que les fractures du pays révèlent de la société étasunienne en ce début de campagne et comment elles imprègnent celle-ci.

Pour **Manoj Joshi, journaliste et membre de l'Observer Research Foundation**, « à première vue, les États-Unis se portent bien. Militairement, ils dépensent considérablement plus que leurs concurrents. Leur économie a défié les prédictions apocalyptiques et est florissante. Leur nouvelle politique industrielle est maintenant en place et pourrait augmenter

---

<sup>1</sup> Entretien avec Romuald Sciora, Directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis (IRIS), jeudi 2 novembre 2023.

considérablement l'écart technologique avec le reste du monde »<sup>2</sup>. Mais, Manoj Joshi dénombre néanmoins plusieurs facteurs de fractures au sein de la société étasunienne, avec tout d'abord le creusement des inégalités, qui se caractérise par une augmentation des multimillionnaires d'un côté et une baisse des revenus liés au travail des employés les moins qualifiés de l'autre. De plus, les coûts des logements sont de moins en moins abordables pour les jeunes et les plus pauvres. Ces facteurs de fragilisation génèrent une augmentation des problèmes de santé mentale, de toxicomanie, de criminalité et du nombre des sans-abris dans la plupart des États. Enfin, le pays est toujours traversé par des inégalités raciales. De plus, l'espérance de vie aux États-Unis aurait diminué pour les populations les plus défavorisées depuis 2014.

Manoj Joshi met aussi en avant la polarisation politique du pays. « Les questions de race, de genre et le débat sur les armes à feu divisent la nation et aggravent le fossé politique entre les républicains et les démocrates ». Il souligne le caractère violent qu'a pris cette polarisation. Il met en avant le poids des lobbys, comme celui des armes qui empêche toute avancée législative pour encadrer leurs utilisations contre l'avis de la majorité des Américains. Il craint aussi que la Cour suprême des États-Unis « avec une super majorité de droite de six contre trois puisse déstabiliser davantage le système politique et la société américaine ». Pour le journaliste, la Cour Suprême « a créé une division majeure lorsqu'elle a décidé d'annuler le droit à l'avortement pour toutes les femmes, ce qui a entraîné l'interdiction de l'avortement dans 14 États ». Pour autant, cette polarisation ne se fait pas qu'entre démocrates et républicains constate Mano Joshi. Elle a aussi lieu à l'intérieur même des partis. Début octobre, « la destitution du président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, par son propre camp suggère que le parti républicain au Congrès est lui-même devenu profondément polarisé et difficile à gérer ». Kevin McCarthy, en accord avec sa majorité, avait décidé de trouver un accord avec les démocrates sur le budget pour éviter un *shutdown*<sup>3</sup>; décision qui n'a pas plu à la frange minoritaire dite « trumpiste » de la Chambre, qui a appelé à un vote de destitution de son président. Vote qui a vu perdre Kevin McCarthy. « C'est le résultat d'une action d'un petit groupe de républicains d'extrême droite qui tient son propre parti et le pays en otage » juge Mano Joshi. Enfin, il voit surtout dans cette crise l'échec d'institutions américaines devenues archaïques.

---

<sup>2</sup> Manoj Joshi, "The great American divide before the 2024 elections", *Observer Research Foundation*, 5 octobre 2023.

<sup>3</sup> Arrêt des activités gouvernementales des États-Unis, par manque de fonds autorisés par le Congrès.

La chercheuse, **Rachel Kleinfeld, du Carnegie Endowment for International Peace**, juge que la polarisation est avant tout le fait des responsables politiques, car « les Américains ne sont pas aussi divisés idéologiquement qu'ils le croient »<sup>4</sup>. En prenant, elle aussi, l'exemple des armes, elle estime que les électeurs démocrates ne sont pas les seuls à vouloir une législation sur leur contrôle, une partie des électeurs républicains le voulant aussi. Sauf que ces derniers n'en font pas obligatoirement leur priorité, surtout ils ne souhaitent pas aller aussi loin que les électeurs démocrates. La chercheuse explique que les chefs des partis politiques sélectionnent des candidats plus radicaux depuis un certain temps, entraînant de fait des différences de convictions entre les électeurs et leurs propres élus, ainsi qu'une plus grande polarisation du débat politique. Rachel Kleinfeld constate en conséquence que de plus en plus d'Américains ont une opinion défavorable des deux principaux partis politiques. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 6% d'opinions défavorables en 1994, plus de 25% en 2022.

Concernant la violence due à la polarisation politique, la chercheuse affirme que c'est le discours en particulier à droite qui la normalise. Elle met en garde : « toutes les recherches montrent qu'il est dangereux que les politiciens transforment les opposants en ennemis, en particulier s'ils utilisent un langage qui dépeint un autre groupe comme étant menaçant tout en le rabaisant ». Le discours violent fait facilement écho dans un paysage médiatique (télévisions, radios ou réseaux sociaux) qu'elle juge malsain. Pourtant, elle affirme que des recherches ont démontré que les campagnes négatives ne fonctionnent pas et peuvent se retourner contre ceux qui les lancent.

Le discours de polarisation est celui qui continue de choisir le candidat à la primaire républicaine, Donald Trump. Sa position politique la plus violente a sûrement été celle qu'il a prise lors d'une interview radio donnée fin août 2023. L'ancien président des États-Unis, surnageant parmi les ennuis judiciaires, s'y était engagé, s'il était réélu, à faire emprisonner ses opposants politiques. « Vous n'avez pas le choix, parce qu'ils le font avec vous », avait-il alors dit.

Le président Joe Biden, quant à lui, fait toujours le choix de ne pas entrer dans un discours de polarisation. Il mise en ce début de campagne sur des mesures pouvant améliorer la situation économique des populations tout en s'appuyant sur son bilan. Il parie particulièrement sur la reprise actuelle du marché du travail. C'est ce qu'analyse **Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'IRIS**. « Soutien des syndicats, le président

---

<sup>4</sup> Rachel Kleinfeld, "Is American Polarization a Reality or a Political Strategy?", *Governing*, le 2 octobre 2023.

démocrate, [...] parie sur l'apprentissage et les promesses des « green jobs » pour renforcer sa popularité auprès des travailleurs blancs peu diplômés »<sup>5</sup>.

Mais, début novembre 2023, plusieurs sondages donnaient Donald Trump devant Joe Biden à l'élection présidentielle et particulièrement dans cinq des six états clés les plus importants pour remporter le vote : le Nevada, la Géorgie, l'Arizona, le Michigan et la Pennsylvanie<sup>6</sup>. Le président sortant est considéré comme trop âgé pour beaucoup d'Américains et son bilan économique sur lequel il voudrait s'appuyer ne joue pas en sa faveur à ce stade. Néanmoins, pour la revue géopolitique **Le Grand Continent**, qui s'appuie sur plusieurs études<sup>7</sup>, le marché du travail montre des signes de vitalité. Le chômage est passé de 15 % pendant la pandémie à moins de 5 % aujourd'hui. De plus, un secteur clé d'avenir comme la voiture électrique bénéficierait d'un potentiel de plus de 160 milliards dollars d'investissements et aurait déjà créé plus de 150 000 emplois depuis l'entrée en fonction de Joe Biden. Cependant, les 110 milliards de dollars de subvention du programme *Inflation Reduction Act* ont du mal à être dépensés et ne peuvent donc pas bénéficier politiquement au président sortant. *Le Grand Continent* souligne que « dans certains États comme en Géorgie — un *swing state* décisif dans les élections de 2024 —, ces programmes de rabais octroyés pour des travaux destinés à améliorer l'efficacité énergétique et l'électrification des ménages pourraient être lancés au plus tard fin septembre 2024, soit quelques semaines seulement avant les élections ». Enfin la revue souligne aussi que les sondages montrent que, sur le plan économique, les électeurs font toujours plus confiance aux républicains qu'aux démocrates.

Actuellement, si Donald Trump fait la course en tête dans les sondages, c'est donc moins pour ses positions très conservatrices qui polarisent le débat politique intérieur que parce que les électeurs en général jugent Joe Biden trop âgé et pas à la hauteur de l'enjeu. De plus, un sondage récent de **CBS News** confirme le fait que la majorité des électeurs pensent pouvoir avoir une meilleure situation financière avec Donald Trump s'il était élu le 5 novembre prochain, mais aussi que ce dernier saurait garder les États-Unis éloignés d'une guerre coûteuse pour le pays<sup>8</sup>. Enfin, notons que les mauvais résultats dans les sondages de Joe Biden coïncident aussi avec les divisions au sein des démocrates sur la question du conflit israélo-palestinien, qui vient de ressurgir. Les jeunes électeurs afro-américains, qui ont particulièrement voté pour le candidat démocrate à la présidentielle de 2020, soutiennent majoritairement la cause palestinienne. La forte solidarité exprimée par le président à l'État

<sup>5</sup> Marie-Cécile Naves, « Élections américaines : pourquoi Joe Biden mise sur sa politique de l'emploi », *L'OBS*, 20 octobre 2023.

<sup>6</sup> "Times/Siena Poll Takeaways and analysis from our survey of battleground states", *New York Times*, 6 novembre 2023.

<sup>7</sup> « Joe Biden pourra-t-il miser sur son bilan économique en 2024 », *Le Grand Continent*, 24 octobre 2024.

<sup>8</sup> Anthony Salvanto, Jennifer De Pinto, Fred Backus, « If Trump wins, more voters foresee better finances, staying out of war », *CBS News poll*, 5 novembre 2023.

israélien pourrait par conséquent les détourner de lui. Du côté des musulmans américains, **Radio France internationale**<sup>9</sup> relève que des sondages récents montrent déjà un effondrement de leur soutien au chef de l'État.

Plusieurs autres candidats ont déclaré leur candidature pour les primaires. Du côté du parti républicain, quatre sont encore en lices : l'ancienne gouverneure de Caroline du Sud, Nikki Haley, l'ancien gouverneur du New Jersey, Chris Christie, le gouverneur de Floride, Ron DeSantis et l'ancien entrepreneur, Vivek Ramaswamy. Si chacun de ces candidats est loin derrière Donald Trump dans les sondages, deux personnalités sont néanmoins mises en avant dans la presse. Tout d'abord, Ron DeSantis, le gouverneur de Floride, arrive en deuxième position actuellement dans les sondages pour la primaire républicaine. Politiquement, l'ex-procureur fédéral est un *anti-establishment*, isolationniste, qui se revendique souvent comme plus conservateur que Donald Trump. Lors de sa déclaration de candidature au printemps dernier **James M. Lindsay du Council on Foreign Relations** le présente en ces termes, « DeSantis se positionne comme un défenseur de la liberté et un combattant du wokisme qui peut mettre en œuvre plus efficacement ce que Donald Trump a proposé de livrer »<sup>10</sup>. Ron DeSantis revendique avoir démontré en Floride « une capacité à gagner d'énormes pans d'électeurs tout en livrant l'agenda politique le plus audacieux du pays ».

La deuxième personnalité à faire beaucoup parler d'elle est Nikki Haley, dont la popularité augmente dans le pays. L'ancienne gouverneure de Caroline du Sud et aussi ancienne ambassadrice des États-Unis à l'ONU demeure la seule candidate *pro-establishment* des républicains dans cette primaire. Elle s'inscrit dans une ligne plus thatchérienne. Elle exprime aussi une volonté de rassembler plus que de diviser, même si c'est à travers une politique conservatrice. Bien que « pro-life », Nikki Haley ne souhaite pas légiférer au niveau fédéral sur des questions très clivantes comme l'interdiction de l'avortement. Quand elle a présenté sa candidature à la primaire républicaine en début d'année, James M. Lindsay estimait que « la politique étrangère semble figurer en bonne place dans le discours de Haley pour être présidente. [...] Haley semble jalonner ce que l'on pourrait appeler une approche républicaine traditionnelle et dure de la politique étrangère. À cet égard, elle s'apparente plus au reaganisme qu'au trumpisme »<sup>11</sup>. Elle n'adopte pas une ligne isolationniste. Elle souhaite que les États-Unis donnent à l'Ukraine les moyens militaires pour gagner la guerre contre la Russie et qu'ils soutiennent davantage Taïwan face à la Chine. En cela,

<sup>9</sup> « Guerre Israël-Hamas : la popularité de Biden auprès des électeurs musulmans en chute libre », *RFI*, 6 novembre 2023.

<sup>10</sup> James M. Lindsay, « Meet Ron DeSantis, Republican Presidential Candidate », *Council on Foreign Relations*, 1 juin 2023.

<sup>11</sup> James M. Lindsay, « Meet Nikki Haley, Republican Presidential Candidate », *Council on Foreign Relations*, 15 février 2023.

elle propose aux républicains une doctrine différente de celle de Donald Trump ou de Ron DeSantis.

Du côté de la primaire démocrate, seuls deux candidats se présentent contre le président sortant : Dean Phillips, représentant du Minnesota au Congrès, et l'autrice Marianne Williamson. Des candidats peu connus et peu populaires à ce stade. Le premier juge que Joe Biden a fait du bon travail, mais qu'il est trop âgé maintenant pour continuer à gouverner. Il estime qu'il est temps que les démocrates se tournent vers une nouvelle génération de dirigeants plus proches du peuple et éloignés des franges les plus extrêmes des deux partis<sup>12</sup>. La seconde défend des valeurs progressistes sur le climat, la lutte contre le racisme ou l'accès à la santé, mais sa priorité est avant tout de lutter contre le système économique américain. Un « corporatisme autoritaire par lequel les principales ressources de ce pays ont été systématiquement placées entre les mains de quelques personnes<sup>13</sup> » dénonce-t-elle. Une approche qui peut paraître très clivante dans une démocratie libérale comme les États-Unis.

Enfin, même s'il s'est retiré de la primaire démocrate pour se présenter comme indépendant avec peu de chance de se faire élire, Robert Kennedy jr pourrait, dans une Amérique divisée, venir prendre des voix à des candidats comme Joe Biden ou Donald Trump. Ce qui aurait des conséquences dans une élection aux résultats serrés. Le fils de Robert Kennedy, et neveu de l'ancien président John Fitzgerald Kennedy, est connu pour être un avocat de talent, spécialiste des questions environnementales, mais aussi pour ses positions complotistes sur la question des vaccins. Son nom et ses convictions pourraient plaire à de nombreux électeurs démocrates, mais aussi républicains. Cet automne, des sondages ont montré que face à Joe Biden et Donald Trump, Robert Kennedy Jr, potentiel troisième homme de la présidentielle, pourrait monter jusqu'à 14% voir 15% d'intention de vote selon *Politico*<sup>14</sup>. Un tel score serait une première pour un candidat indépendant. Les équipes de campagne des deux principaux candidats actuels s'inquiètent de savoir à qui cette candidature pourrait le plus nuire à terme. Pour *Politico*, celle-ci jouerait probablement contre Donald Trump, « Kennedy pourrait avoir plus de place pour progresser parmi l'électorat des républicains : 59

<sup>12</sup> James M. Lindsay, « Meet Dean Phillips, Democratic Presidential Candidate », *Council on Foreign Relations*, 31 octobre 2023.

<sup>13</sup> James M. Lindsay, « Meet Marianne Williamson, Democratic Presidential Candidate », *Council on Foreign Relations*, 6 mars 2023.

<sup>14</sup> « RFK Jr. goes independent. Does that hurt Biden or Trump ? » *Politico*, 10 septembre 2023. <https://www.politico.com/news/2023/10/09/rfk-jr-independent-campaign-00120607>

% des républicains ont déclaré avoir une opinion favorable de Kennedy dans un sondage de *Reuters/Ipsos*, contre 40 % des démocrates ».

Divisions et incertitudes caractérisent donc ce début de campagne où les candidatures de Trump et de Biden ne semblent pas convaincre la majorité des électeurs qui préféreraient une autre affiche pour l'élection présidentielle du 5 novembre prochain. Effectivement, selon une étude de **CBS News** parue en septembre, « 64 % des électeurs américains estiment qu'un match retour entre Joe Biden et Donald Trump serait le signe d'un système politique cassé ». Seuls 8 % des sondés jugent qu'ils sont les meilleurs candidats pour leurs partis respectifs<sup>15</sup>.

## CALENDRIER PROVISOIRE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2024 :

- 15 janvier : Caucus de l'Iowa
- 3 février : première primaire démocrate en Caroline du Sud
- 6 février : première primaire républicaine du Nevada
- 5 mars : « Super Tuesday », primaires dans 15 États du pays
- 4 juin : Fin de la primaire républicaine
- 8 juin : Fin de la primaire démocrate
- 15 – 18 juillet : Convention républicaine à Milwaukee
- 19 – 22 août : Convention démocrate à Chicago
- 5 novembre : *Election Day*

---

<sup>15</sup> « CBS News Biden-Trump poll finds concerns about Biden finishing a second term, and voters' finances also weigh on Biden », *CBS News*, 19 septembre 2023. <https://www.cbsnews.com/news/trump-biden-poll-2023-09-17/>

# L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.